



# Bulletin

UNION INTERNATIONALE POUR LA CONSERVATION DE LA  
NATURE ET DE SES RESSOURCES - 1110 MORGES - SUISSE

NOUVELLE SÉRIE VOL. 8 N° 11

NOVEMBRE 1977

PUBLIÉ MENSUELLEMENT AVEC L'AIDE FINANCIÈRE DE L'UNESCO ET DU WWF

## Les arbres tombent et les profits grimpent...

Pour la Malaisie, le retour en force des gros importateurs de bois comme le Japon, l'Europe occidentale, Singapour, la Corée du Sud, et Formose, a marqué la fin de la récession mondiale qui a frappé le marché du bois. Les recettes brutes de ce pays provenant de l'exportation des billes de sciage ont été 117% supérieures à celles de l'année précédente. Les exportations de bois scié se sont élevées de 110%. Cette tendance à la hausse s'est maintenue au moins pendant le premier trimestre de cette année qui a vu le volume des billes de sciage augmenter de 35% et les recettes s'élever de 70% par rapport à la même période de l'année dernière. Les augmentations équivalentes pour les exportations de bois scié ont été respectivement de 31% et de 40%.

## ... pour quelques uns, pour peu de temps

Dans la Fédération malaisienne, la Malaisie de l'Ouest (Malaisie péninsulaire) traîne loin derrière le Sabah et Sarawak pour ce qui est de l'exportation des billes de sciage. Mais pour le bois scié c'est l'inverse. La Malaisie de l'Ouest, avec ses 700 scieries, est largement en tête. Dans les États péninsulaires riches en bois, comme le Perak, et le Pahang, le bois scié est une affaire très lucrative — pour ceux qui peuvent acquérir les concessions d'abatage.

Le groupe de pression du bois est extrêmement puissant; parfois, il peut même outrepasser les intérêts de la sécurité. Dans le Perak, bien que les militaires aient demandé publiquement l'arrêt de l'abatage du bois dans certaines régions pour permettre des opérations contre les insurgés, le gouvernement d'Etat a refusé de donner son autorisation, craignant de perdre la source de revenus que lui procure l'abatage.

Pendant ce temps dans le Pahang, le viol du parc national d'Endau Rompin se poursuit en dépit des vœux du gouvernement fédéral, des protestations véhémentes des conservatistes, des organisations d'affaires, des étudiants de la presse locale et même de sections de la coalition des partis au pouvoir.

La jungle de la Malaisie Occidentale aura, semble-t-il, bientôt disparu. Une poignée de gens seront beaucoup plus riches pour un temps. Le pays quant à lui sera beaucoup plus pauvre à jamais. En 1976, les exportations de bois scié ont atteint les 3 millions de m<sup>3</sup>. En 1977, ce chiffre sera dépassé. Cela représente un nombre considérable d'arbres — bien plus que ce que les chiffres suggèrent. Au Canada et en Europe, 80 à 90% du bois abattu est récupéré. En Malaisie, 65% du bois pourrit sur place.

## Du mordant pour la convention sur le commerce des espèces menacées

Une session de travail spéciale des parties à la convention sur le commerce international des espèces menacées (CITES) s'est réunie à Genève pendant 10 jours le mois dernier pour chercher à faire de la convention un instrument plus efficace — pour lui donner du mordant.

Parmi les questions importantes, il y avait celle des « parties et produits facilement identifiables ». Cette expression pose de sérieux problèmes aux douaniers; les parties elles-mêmes en ont des interprétations différentes. Les participants ont jugé qu'un manuel d'identification serait une aide certaine, aussi des dispositions ont-elles été prises pour en préparer un. Il a également été décidé que les parties, pour faciliter la tâche des services de douane, prépareraient des listes comportant un minimum de produits dont le commerce fait l'objet d'un contrôle.

La proposition demandant que les parties importatrices renforcent leur réglementation a été très bien accueillie. A l'heure actuelle, le contrôle incombe principalement aux exportateurs. Les parties ont par ailleurs convenu que le transport des animaux vivants, tel qu'il se fait actuellement, est inadéquat. Le secrétariat préparera des directives sur cette question en se fondant sur les réglementations de l'Association internationale du transport aérien (IATA).

La première Conférence des parties (Berne, novembre 1976), avait adopté des critères pour l'amendement des annexes. A Genève, l'on s'est accordé sur les méthodes pour les appliquer. A Berne également, les parties avaient demandé un soutien accru pour le secrétariat; à Genève, elles se sont montrées préoccupées de ce que ce soutien n'atteint pas encore l'ampleur voulue.

Bien que la réunion de travail ne soit pas une conférence des parties, les propositions adoptées ont du poids en ce qu'elles expriment le point de vue des parties sur des questions importantes. Les propositions affectant le secrétariat seront appliquées dès maintenant. Les autres seront soumises à la 2e Conférence des parties (Costa Rica, février 1979) comme résolutions officielles.

### Facilement identifiable

La CITES demande que le commerce ne soit pas limité aux seuls animaux et plantes, mais également à certains parties et produits dérivés « facilement identifiables ». Cette expression est, au mieux, assez vague; elle permet parfois aux douaniers, dans des circonstances difficiles, d'avoir une clause échappatoire. Si, par exemple, un objet

d'ivoire gravé ou des chaussures en peau tannée de crocodilien ne sont pas « facilement identifiables », le commerce n'en serait théoriquement pas contrôlé. Dans la pratique, certaines parties (dont les Etats-Unis) estiment facilement identifiables tout article que les douaniers auront identifié, parfois avec l'aide d'un expert d'un musée ou d'un zoo — du fait même qu'il a été identifié.

La Suisse a proposé un *minimum de contrôles d'application* — sous forme d'une liste de produits auxquels les restrictions commerciales s'appliquent automatiquement. La proposition a été adoptée bien que certains participants fussent d'avis que le minimum de l'un pourrait bien être le maximum de l'autre et que tout compte fait, cette mesure pourrait bien affaiblir l'application. L'on a discuté en détail des autres moyens d'assister les douaniers. Le manuel d'identification sera rédigé par un comité des parties sous la supervision d'experts techniques, chaque partie adaptant par la suite le manuel à son propre usage.

### Amendement des annexes.

L'an dernier à Berne, les participants estimant que les annexes ne reflétaient pas toujours l'état réel des espèces, des critères d'amendement furent adoptés. La réunion de Genève a décidé que d'ici la fin de l'année, les parties indiqueraient au secrétariat — qui agirait en tant qu'organe coordinateur — les espèces qu'elles-mêmes examineraient et celles qu'elles souhaiteraient que le secrétariat examine. Le secrétariat a également été prié d'entreprendre, conjointement avec l'UICN et la Suisse, un examen similaire des taxa des appendices qui sont examinés par les parties.

Bien que l'ampleur de la tâche soit reconnue par tous, aucune disposition concrète n'a été prise pour donner les moyens nécessaires à son exécution.

### Transport de spécimens vivants

La convention requiert que le bien-être des animaux soit assuré pendant leur transport. Les délégués ont reconnu à l'unanimité que les méthodes actuelles avaient grand besoin d'amélioration et de normalisation. Trop souvent les animaux ne sont ni en sécurité, ni traités de façon adéquate. Ils meurent en grand nombre en transit, ce qui accroît grandement la pression qui pèse sur les espèces dans la nature.

(suite en dernière page)

# Nouvelles des Membres

## Pour qui sonne le glas?

L'organisation américaine *Friends of the Earth* (FOE), a suscité la réprobation d'autres conservationnistes. Le 8 septembre dernier, elle avait le « regret » de demander au département américain du commerce de présenter une objection concernant le retrait, par la Commission baleinière internationale, du droit des esquimaux à chasser la baleine franche.

Peu après, FOE apprenait l'existence d'une nouvelle possibilité: Les Etats-Unis pourraient demander un délai après la date limite prévue pour présenter des objections, jusqu'à la réunion du comité scientifique de la CBI en novembre et celle de la CBI elle-même en décembre. A ces réunions, les esquimaux, intégrés à la délégation américaine, pourraient défendre leurs arguments. FOE demanda donc aux Etats-Unis d'opter pour cette solution.

Jusqu'à présent, les Etats-Unis n'ont pas présenté d'objection, mais ont mis la baleine franche à l'ordre du jour des deux réunions. Le comité scientifique est invité à examiner les plans américains de recherche et de gestion de la baleine franche qui seront ensuite présentées à la réunion de décembre de la CBI, laquelle sera priée de reconsidérer son verdict.

## L'argumentation de *Friend of the Earth*

Voici, brièvement résumés, les arguments de FOE. De nos jours, la principale population de baleines franches migre entre la mer de Beaufort et la mer de Bering. Il n'y a que les Esquimaux qui chassent les baleines, et seulement pour assurer leur subsistance. Il n'est pas question pour eux de chasse commerciale.

Les Inupiat, au nord de l'Alaska, sont le peuple le plus touché. Jusqu'alors, la CBI n'avait jamais réglementé la chasse à des fins de subsistance, et voilà que les Inupiat voient leur nombre de prises autorisées réduit à zéro — et cela sans avoir été consultés et sans être parties à la résolution de la CBI.

Dans son témoignage au département du commerce, FOE déclare que ce n'est pas ainsi qu'il convient de traiter un peuple dont la culture, l'économie et l'alimentation sont si étroitement liées à la chasse à la baleine. FOE souligne également que l'application d'un quota nul peut être impossible étant donné le terrain, les conditions de chasse et la nature de la question. Pourtant, que les Etats-Unis ignorent l'interdiction, et c'est la CBI qui serait ridiculisée. Pour que le programme de réglementation soit efficace, il faut qu'il ait le soutien des Inupiat.

## Les droits de l'homme

FOE reconnaît que l'un des principaux arguments contre le dépôt d'une objection par les Etats-Unis est l'effet que cela aurait au plan international, au moment où tous les pays luttent pour protéger les grands cétacés. Mais les Etats-Unis peuvent s'appuyer sur le fait qu'il y a là très clairement un problème ayant trait aux droits de l'homme.

Dans une lettre adressée à des responsables gouvernementaux de Washington, le président de FOE international, M. David Brower, dit qu'il y a un problème de techniques de chasse inadéquates (certaines baleines étant tuées ou blessées, et perdues), mais que les chefs indigènes s'en préoccupent et sont convaincus que des mesures devraient être prises. Toujours

en ce sens, FOE souligne qu'au cours d'une réunion récente qui a rassemblé 70 capitaines de baleinières à Barrow, au nord de l'Alaska, une commission baleinière des Esquimaux de l'Alaska a été créée pour mettre au point des méthodes de chasse efficaces. De plus, les Inupiat ont déjà préparé une proposition d'étude intensive de la baleine franche pour réunir des données suffisantes sur lesquelles fonder les actions ultérieures.

## Les Aborigènes et la gestion d'un parc national

L'Australie aura bientôt deux parcs nationaux dans le Territoire du Nord, et dans les deux parcs, les droits des Aborigènes seront pleinement sauvegardés. Les Aborigènes sont maintenant propriétaires d'un cinquième du Territoire qui abrite le quart d'une population peu nombreuse.

La création d'Uluru, premier parc national sous législation fédérale, a été publiée au Journal officiel en mai dernier. Il couvre une superficie de 1260 km<sup>2</sup> au centre de l'Australie. Ayers Rock (le plus grand rocher du monde) et les monts Olga sont ses deux principaux traits physiques. Ces énormes masses rocheuses jouent le rôle de bassins d'alimentation et approvisionnement en eau la végétation avoisinante.

La présence quasi permanente au pied d'Ayers Rock, dans une terre aride, d'eau en surface, a donné naissance à une riche mythologie aborigène. On trouve dans des grottes des peintures aborigènes, et Ayers Rock et les monts Olga sont le lieu de rites importants. Une partie du parc est réservée aux cérémonies secrètes des Aborigènes.

La région d'Ayers Rock a souffert de la venue de dizaines de milliers de personnes venues faire de l'escalade et voir les changements de couleurs spectaculaires du coucher et du lever de soleil. Le gouvernement a entamé un grand programme de redressement.

## Un parc qui rivalise avec les plus grands

Le deuxième parc national, Kakadu, sera créé dans la région de la rivière Alligator qui renferme l'une des plus vastes réserves connues d'aluminium. Le gouvernement s'est engagé sans équivoque dans la création du parc avec une enquête publique de deux ans.

Kakadu sera créé petit à petit pour couvrir finalement 12.000 km<sup>2</sup>, rivalisant ainsi avec les plus grands parcs nationaux du monde. Kakadu est une région impressionnante avec son millier d'espèces végétales et sa grande diversité animale. Quelques animaux et plantes n'existent nulle part ailleurs et la création de parcs est leur seul espoir de survie. On y rencontre la sauvagine en vastes concentrations; plus d'un tiers de tous les oiseaux d'Australie s'y retrouvent.

A Kakadu, les sites d'art aborigène sont parmi les plus beaux. Les droits fonciers des Aborigènes ont été reconnus sur la plus grande partie du parc dont le titre de propriété leur revient, et qu'ils louent au directeur des parcs nationaux et la faune. Les Aborigènes ont souhaité que leur terre devienne parc national parce qu'ils considèrent qu'en faire un tel

usage est compatible avec leurs propres traditions. Ils entreront pour une bonne part dans la gestion du parc.

Il faudra beaucoup d'habileté pour préserver adéquatement les qualités naturelles remarquables de Kakadu tout en tenant compte des intérêts des Aborigènes, des mines, des activités de détente et de conservation. L'UICN a souligné à plusieurs reprises l'importance de la région, et elle observera avec un intérêt tout particulier le déroulement de l'action gouvernementale. L'idée d'un parc national dans lequel les populations aborigènes sont non seulement consultées mais invitées à participer à la gestion, crée un précédent qui mériterait d'être suivi d'autres actions de ce genre.

## Comité égyptien pour l'UICN

En janvier dernier, l'Académie égyptienne de la recherche scientifique et de la technologie créait un comité national pour l'UICN. Ses 21 membres proviennent de milieux scientifiques et d'autres professions, ainsi que des représentants d'institutions nationales. Ce comité est étroitement lié au comité national pour le MAB dont le projet 8 (conservation des régions naturelles et du matériel génétique qu'elles contiennent) sera dorénavant repris comme activité d'un comité de l'UICN.

Depuis sa création, le comité égyptien pour l'UICN a tenu plusieurs réunions et achevé un plan d'action pour la conservation de la nature en Egypte. Les points suivants auront la priorité: rassemblement de données sur les animaux et les plantes menacés, formulation de propositions visant à mettre sur pied un réseau de réserves et recueil de données écologiques sur leur emplacement, sensibilisation du grand public aux questions de l'environnement.

## Sabah s'efforce de sauvegarder ses tortues

Toutes nos félicitations à l'Etat de Sabah, en Malaisie orientale. Les célèbres îles de la Tortue, au large de la côte nord-est de Sabah, sont devenues officiellement parc national le 1<sup>er</sup> octobre dernier. La réglementation et les contrôles appropriés sont maintenant en vigueur et excluent tout chalutier des parages. Cette réserve présente un grand intérêt pour le monde de la conservation. Les îles de la Tortue, d'une superficie de 1700 ha, ont été décrites comme étant probablement le meilleur site de ponte des tortues vertes et les tortues à écailles d'Asie du sud-est.

Des milliers de tortues viennent également pondre sur les îles voisines qui appartiennent aux Philippines, dont le gouvernement est invité (par l'UICN et d'autres organisations) à veiller à protéger pleinement les lieux de ponte.

## Réunion d'écologistes en Argentine

La 6<sup>e</sup> Réunion Argentina de Ecología aura lieu à Corrientes, Argentine du 21 au 28 mai 1978. Pour plus de détails, écrire à: Doctor Ricardo Luti, Presidente de la Asociación de Ecología, Centro de Ecología y Recursos Naturales Renovables, Universidad Nacional de Córdoba, CC395,5000 — Córdoba Argentina.

# Stratégie de l'UICN

## Cerfs menacés

Un rapport sur le programme concernant les cervidés menacés avait paru dans le *Bulletin* de mars. Le présent rapport présente les résultats d'une réunion financée par le PNUE, portant sur le programme. Il donne également des détails sur la manière dont le cerf des marais, en Inde, a été sauvé de justesse de l'extinction. Et c'est là un succès remarquable.

## Les cervidés prospèrent... là où l'argent le leur permet

Le groupe UICN de spécialistes des cervidés (membres et personnes travaillant sur le terrain) s'est réuni à Longview, dans l'Etat de Washington, du 26 septembre au 1<sup>er</sup> octobre pour examiner les progrès enregistrés dans la

réalisation du programme sur les cervidés menacés et pour préparer un dossier sur la reconstitution des populations d'espèces menacées en s'attachant particulièrement aux cerfs.

Le programme comporte 10 grands projets. On a enregistré une bonne croissance des populations de cervidés dans les trois projets qui en sont à la phase de conservation (race méridionale du cerf des marais en Inde, daim de Mésopotami en Iran et cerf du Turkestan en URSS).

Bien que le manque d'argent ait entravé le déroulement du programme, le groupe de spécialistes des cervidés prépare un plan de cinq ans visant à couvrir des projets sur le terrain portant sur neuf autres espèces et sous-espèces de cervidés menacés, à renforcer deux projets existant et à financer, du moins en partie, des projets secondaires. Le coût total

pourrait se monter à 500.000 dollars, mais l'on espère que les réalisations du programme actuel attireront des fonds.

## Directives sur les espèces menacées

Le programme sur les cervidés menacés a été conçu comme exercice pilote de gestion globale d'espèces menacées. La deuxième partie de la réunion de Longview a donc été consacrée à l'examen d'une douzaine de documents préliminaires sur le sujet. Préparés par les membres du groupe de spécialistes, ils forment l'essentiel d'un dossier qui, une fois terminé, comprendra des critères et directives pour la restauration des espèces menacées. Il répond essentiellement aux besoins des chercheurs sur le terrain et des directeurs, des organismes gouvernementaux et des services de sélection des projets dans les organes de financement.

Le compte-rendu de la réunion, les projets sur les cervidés menacés et le dossier contenant les critères et les documents seront publiés par l'UICN en un volume unique en avril prochain.

## Un mystère éclairci et un cerf sauvé

Il y a quelques années, un mystère planait sur le parc national de Khana: Pourquoi le cerf des marais y déclinait-il si rapidement? Après tout, le parc national, habitat du cerf, était un sanctuaire assez bien protégé depuis 1933, comme en témoigne la croissance du nombre de chitals, passés de 2800 à 4000 de 1938 à 1970. Pourtant, pendant la même période, la population de cerfs des marais tombait de 3000 à 66.

L'interdiction de la chasse imposée en 1954 n'avait entraîné aucune amélioration. On savait à l'époque que les contrôles anti-braconnage étaient insuffisants, mais si le braconnage était en cause, pourquoi le chital prospérait-il?

En 1969, la situation périlleuse du cerf était portée à la connaissance de l'Assemblée générale de l'UICN qui avait lieu à New Delhi. Un programme était alors lancé et étendu en 1971 quand Claude Martin, de l'Université de Zurich, commençait une étude de deux ans sur la situation et l'écologie du cerf des marais dans Kanha, qui devait se révéler des plus fructueuses.

### La mort des faons

Le taux élevé de mortalité chez les faons restait malgré tout un mystère. La brucellose était-elle en cause? Des tests ont prouvé que non. On a alors pensé que le problème pouvait provenir en partie de la pratique ancienne qui consiste à brûler les prairies de Kanha pendant la saison fraîche pour diminuer le risque d'incendies en été. Sur les brûlis, la croissance des pousses vertes de rhizomes est sans aucun doute stimulée, mais celles-ci attirent les ongulés en si grand nombre que les meilleures herbes disparaissent. Lors d'une expérience faite en 1971-72, les régions non brûlées ont donné un foin plus dru et plus riche. Pour le cerf des marais, cela signifie une amélioration notoire de son régime alimentaire. Cela signifie également une zone de reproduction plus sûre, car la hauteur des herbes est à nouveau suffisante pour dissimuler les faons aux yeux des prédateurs.

### Le rôle du tigre

Le tigre non plus n'était pas sans jouer un rôle — quoique se soit plutôt l'homme qu'il faille blâmer.

En 1964, afin de donner aux touristes une chance supplémentaire de voir des tigres, deux emplacements étaient utilisés régulièrement pour appâter les proies dans les prairies de Kanha, seul habitat du cerf des marais, si bien que huit tigres prirent résidence dans la région, au détriment des cerfs.

En 1969, on changea d'emplacement et le nombre des cerfs tués diminua considérable-

ment. La même année, les prairies servant d'habitats aux cerfs doubleront du fait qu'on n'y mettait plus à paître le bétail, et que le village de Sonf était déplacé.

Depuis, d'autres mesures ont été prises; grâce au projet Tigre, le parc national est passé de 318 à 940 km<sup>2</sup> et 20 villages ont été déplacés hors du parc; le bétail n'y va plus paître. Avec l'interdiction de brûler les prairies prise en 1972, la végétation s'est reconstituée et a permis une bien meilleure survie des faons.

Le braconnage est maintenant maîtrisé et le régime de l'eau a été amélioré en mettant un terme au défrichage des forêts et à la culture des terres marginales. Toutes ces mesures ont abouti à la multiplication des cerfs des marais, dont la population est passée à 284 animaux en juin 1977, soit quatre fois celle de 1970.

## Du renfort pour l'UICN

Earl Baysinger est entré au secrétariat à Morges pour une période de deux ans, envoyé par le US Fish and Wildlife Service où il dirigeait la section des affaires internationales qui venait d'y être créée. Avant cela, il était chef adjoint de l'office des espèces menacées. Il est maintenant secrétaire exécutif de la commission du service de sauvegarde.

M. Baysinger a passé plusieurs années en Allemagne et à Formose: il a siégé cinq ans au conseil d'administration supervisant l'accord environnemental conclu entre les Etats-Unis et l'Espagne, et a présidé à la réalisation d'un des projets de l'accord de coopération environnementale entre les Etats-Unis et l'URSS. En 1972, il faisait partie de la première délégation envoyée en URSS au titre de cet

accord, et s'est par suite de son projet qu'était signée dernièrement la convention soviéto-américaine pour la protection des oiseaux migrateurs et de leur environnement.

Harold Eidsvik est entré à l'UICN pour une période de deux à trois ans, envoyé par *Parks Canada* et par le *US National Parks Service*. Il est président-adjoint de la commission des parcs nationaux et des régions protégées, dont il sera dorénavant aussi le secrétaire exécutif.

Au cours de sa carrière, M. Eidsvik a planifié des parcs nationaux et provinciaux du Canada. Avant d'entrer à l'UICN il était conseiller à *Parks Canada*, à Ottawa. Il est professeur associé à l'école d'architectes-paysagistes de l'Université de Guelf, Ontario, et, ces trois dernières années, il dispensait un cours de gestion des loisirs et de la détente dehors, à l'Université d'Ottawa. Son association avec l'UICN remonte à 1969, année de sa participation à l'Assemblée générale de New Delhi.

# La technologie appropriée

*L'opinion de Barbara Ward:* Ceux qui ont eu la chance de connaître Fritz Schumacher (décédé le 5 septembre dernier) déploieront surtout la perte d'un ami qui alliait une intelligence remarquablement innovatrice et un esprit rigoureux à une gentillesse et un sens de l'humour. Mais ce que le monde a perdu est encore bien plus important.

C'est dans les années 60 que M. Schumacher lançait un premier cri d'alarme. Il commença à demander, au nom des pays manquant désespérément de capitaux et ayant une main d'œuvre abondante et toujours croissante, comment la technologie à coûts élevés pourrait entraîner autre chose qu'une rupture économique et sociale. Il fut le premier expert occidental à dire que dans des régions comme l'Inde (ou la Chine) les régions rurales ont besoin avant tout d'emplois impliquant des coûts de 100 à 1000 dollars et ayant recours à des outils et des machines utilisant pleinement la main d'œuvre et les techniques locales.

Cette « technologie appropriée » répondrait aux impératifs locaux et permettrait les formes de croissance les plus rapides et les plus acceptables sur le plan social. M. Schumacher prévoyait qu'en accordant indûment la priorité à, par exemple, un complexe pétrochimique qui exigerait 10 millions de dollars d'investissements et ne créerait que 150 emplois, ou à une chaîne de montage d'automobiles, ou même à la révolution verte, le Tiers monde risque de s'endetter fortement vis-à-vis de l'étranger, d'augmenter le sous-emploi et d'aggraver la mauvaise répartition des revenus dans le pays lui-même.

Ce qui était prophétie en 1965 est réalité aujourd'hui. Mais M. Schumacher ne s'est pas contenté d'être prophète. Son livre le plus connu, *Small is Beautiful*, est une manière d'exhortation, mais son concept de technologie appropriée et sa création d'une institution, le Groupe de développement fondé sur une technologie intermédiaire — visant à étudier ses implications et à encourager sa large utilisation — a révolutionné les politiques des organismes internationaux de prêt et, plus lentement, les gouvernements partout dans le monde.

L'ampleur même de l'impact est à peine croyable quand on pense qu'il s'agit de l'inspiration d'un seul homme. Ainsi, le PNUE espère créer d'ici 1982 un réseau mondial d'institutions qui testeront, appliqueront et donneront leur avis sur une technologie appropriée et saine sur le plan de l'environnement. L'OMS a un nouveau programme intitulé « Technologie appropriée pour la santé ». L'OIT et l'ONUDI préparent eux aussi des programmes de technologie appropriée. Plusieurs institutions spécialisées, dont l'UNICEF, reconnaissent que seule une technologie à petite échelle et la pleine participation locale peuvent assurer l'approvisionnement en eau et les installations sanitaires rurales. Le PNUD agit dans le secteur de l'irrigation. La Banque mondiale porte ses efforts sur le développement rural.

On retrouve ces signes d'une nouvelle orientation de la pensée concernant le dévelop-

pement dans les programmes nationaux d'aide. Le ministère britannique du développement outre-mer a réservé plus de 2 millions de dollars à la technologie appropriée, en coopérant largement avec le Groupe de développement de la technologie intermédiaire de M. Schumacher. Les Américains sont allés plus loin. Ils ont créé un organisme « *Appropriate Technology International* » dans le cadre de leur organisme d'aide avec, au départ, un fonds de 20 millions de dollars, et ce n'est un secret pour personne que M. Schumacher a joué un rôle direct dans sa création.

Les gouvernements hollandais et suédois manifestent également un intérêt accru dans ce domaine et c'est non sans tristesse que l'on note, la semaine même de la mort de M. Schumacher, que la Banque de développement asiatique publie une étude assez complète sur les effets en Asie de la Révolution verte (qui a reçu le soutien de tant d'organismes). Cette étude fait état de son échec généralisé quant à l'augmentation de la production alimentaire en quantité voulue, et de sa tendance à élargir le fossé social, l'exode rural, et le gonflement de vastes mégapoles où l'emploi, l'espoir d'une bonne instruction et même le minimum vital sont tout simplement hors de portée d'au moins un tiers des habitants.

Il y a les pays du Tiers monde qui voient en ce concept de technologie appropriée un nouveau complot occidental pour maintenir les pays démunis dans un état d'abjecte dépendance. C'est probablement pour cette raison que les nations en développement ont refusé d'accepter la résolution en 1976 lors de la Conférence mondiale sur l'emploi, tenue par l'OIT, qui proposait la création d'un institut international de technologie appropriée.

## Courrier

Monsieur,

Etant passionné par la faune, nous sommes heureux de savoir que l'UICN et le WWF préparent des projets pour la préservation de l'écosystème des ghats occidentaux (*Bulletin de mai*) et qu'ils apportent une contribution importante au projet Tigre et au projet sur les éléphants.

Malheureusement, les organisations de conservation de la nature, surtout en Inde, sont peu connues en dehors des grandes villes, alors qu'il est indispensable d'obtenir un large soutien. Pour cela, il faudrait disposer de plus de documents en hindi (la langue nationale) sur la faune et les thèmes apparentés. Il faudrait aussi réduire les cotisations des organisations de conservation et les calculer d'après le nombre de leurs membres et leur budget, comme cela avait été suggéré par M. Talbot (*Bulletin de mai*).

Une autre proposition serait particulièrement intéressante en Inde: la création de branches de grandes organisations comme l'UICN, le WWF et la Société d'histoire naturelle de Bombay. Par ailleurs, la gestion de la faune et la conservation de la nature (à ne pas confondre avec la zoologie et la bota-

Mair cette crainte n'est pas justifiée. La Chine a en grande partie fondé son développement rural crucial sur la technologie appropriée, augmentant par là même son indépendance vis-à-vis des sociétés plus industrialisées. Les techniques à forte main-d'œuvre peuvent assurer une base sûre pour l'utilisation ultérieure de ce qui est intéressant dans une technologie plus sophistiquée et dans la science. Et toutes les techniques de pointe ne sont pas intéressantes du simple fait qu'elles sont modernes. Ainsi, si la technologie agricole appropriée contribue à diminuer l'utilisation de toute une gamme de pesticides, fongicides et herbicides létaux, non seulement les gens auront suffisamment de nourriture, mais ils éviteront la mort et les blessures terribles auxquelles tant de fermiers et de laboureurs ont succombé du fait de la mauvaise utilisation de ces produits chimiques.

La pensée de M. Schumacher a été profondément modelée et influencée par son expérience personnelle dans le Tiers monde. C'est après avoir été conseiller économique en Birmanie dans les années 50 et en Inde au début des années 60, qu'influencé par la pensée bouddhique et la philosophie de Ghandi, il commença à concevoir l'idée d'une technologie appropriée à la tradition culturelle propre à chaque peuple, et d'une économie vue « comme si l'être humain avait de l'importance ». En vérité, sa pensée était un cadeau du Tiers monde au monde industrialisé, et les leçons qu'il a consacré sa vie à enseigner pourront plus tôt qu'on ne le pense, s'appliquer aussi bien à New York qu'à Lagos ou Bombay.

*Barbara Ward est présidente de l'Institut international pour l'environnement et le développement. Elle a écrit plusieurs livres sur le développement et fut professeur de développement économique international à l'Université Columbia de 1968 à 1973.*

nique) devraient être enseignées en tant que matières distinctes dans les écoles et les collèges. Les étudiants pourraient entrer dans des organisations telles que l'*Indian Board for Wildlife*. Etant nous mêmes de simples étudiants, nous ne sommes pas en mesure de dire si ces propositions sont réalisables ou non. Quoi qu'il en soit, il faut prendre des mesures si l'on veut que la faune soit considérée comme une nécessité plutôt que comme un luxe.

Vivant dans la région de Kumaon, nous nous sentons concernés par la disparition des forêts et de la faune. Le pays du célèbre *Mangeur d'homme de Kumaon*, de Jim Corbett, est maintenant complètement dépourvu de son ancienne faune. Gorals, serows, porte-musc, chirs, kokalals, lophophores resplendissants, sont menacés d'extinction à moins que quelque chose ne soit fait sans délai. Une étude préliminaire patronnée par le WWF et la Société d'histoire naturelle de Bombay permettrait d'entreprendre d'urgence les activités nécessaires.

Pratap, Kumer and Rajinder Sigh,  
Fur & Feathers, Charlton Lodge,  
Naini Tal, India

# Livres

## The mammals of Pakistan

T. J. Roberts

Ernest Benn, 361 p., 90 schémas, 95 illustrations. 118 cartes £35.00

Depuis longtemps le besoin se faisait sentir d'un livre à jour sur les mammifères du Pakistan. L'auteur, qui se présente modestement comme « un simple naturaliste amateur », a passé la moitié de son existence au Pakistan; il apporte une contribution fidèle et méticuleuse au *Red Data Book* de l'UICN et était tout à fait qualifié pour entreprendre cette tâche.

Le Pakistan s'étend des hautes montagnes de l'Himalaya aux déserts brûlants du Sind: c'est une zone de transition entre deux grandes zones zoogéographiques, le paléarctique et l'est. Il a par conséquent une faune très riche et variée. Le livre présente 158 espèces dont plusieurs ne figurent dans aucun ouvrage de référence ou catalogue d'espèces de la région.

Les chapitres d'introduction couvrent la zoogéographie et les types d'habitats, ainsi que les adaptations écologiques des mammifères aux conditions désertiques. Le gros de l'ouvrage comprend une présentation des espèces classées systématiquement, avec les caractéristiques les identifiant, la répartition géographique et l'état des populations, et la biologie. Cette dernière comprend la biologie traditionnelle et l'éthobiologie de l'espèce d'après des textes et la propre expérience de l'auteur sur le terrain. Le texte est assorti de cartes de répartition géographique de la plupart des espèces et de nombreuses illustrations. Les annexes couvrent les méthodes utilisées sur le terrain, la bibliographie, une chronique et un glossaire de termes locaux et techniques.

La croissance démographique du Pakistan est l'une des plus fortes du monde; le chapitre traitant de la distribution géographique et de l'état des mammifères note le déclin inévitable qui s'en suit pour maintes espèces, notamment les grands mammifères. Ce livre apporte une contribution importante aux données déjà accumulées pour l'élaboration de plans globaux de conservation de la nature en cours au Pakistan.

Colin Holloway

## The cave bear story

Björn Kurtén

Columbia University Press, 163 p., 33 dessins, 5 photos, 6 cartes, \$11.20

Ce livre paraît s'efforcer de vulgariser la paléontologie. Il tente de faire revivre l'ours des cavernes (*Ursus spelaeus*) qui vivait essentiellement sur le continent européen entre 300.000 à 10.000 av. J.-C. S'il pouvait être spectaculaire de faire revivre ce qui existait autrefois, le livre n'atteint pas son objectif principalement à cause d'une agaçante irrégularité de style. L'auteur ne semble pas savoir exactement à qui il s'adresse: le lecteur est tantôt considéré comme un enfant à qui il faut tout expliquer, tantôt bombardé d'un véritable jargon scientifique. Ainsi, Kurtén écrit: « ...Ainsi, la tête de l'ours, comme celle de tout autre mammifère, a une fonction, ou

plutôt, un certain nombre de fonctions ». Tandis que dans un autre chapitre, le lecteur abasourdi est confronté à des « courbes de fréquence bimodales » et à un « courant génétique d'inadaptation ».

## The mountain gorilla

George B. Schaller

The University of Chicago Press, 429 p., 35 tableaux, 52 autres illustrations, £4.50.

Il s'agit d'un compte rendu parfaitement documenté des deux ans que M. Schaller a passé sur le terrain à étudier le gorille de montagne (*Gorilla gorilla beringei*). L'ouvrage servira de référence aux spécialistes des primates et à tous ceux qui s'intéressent au vrai King Kong.

## The Serengeti lion

George B. Schaller

The University of Chicago Press, 480 p., 43 tableaux, 32 schémas, 8 dessins. £11.90 (broché); £5.45 (livre de poche).

C'est la publication en livre de poche d'un livre de Schaller qui connu un grand succès. (Il a d'ailleurs été primé). Il n'est pas de lecture aisée, ni quant au fond (c'est une étude sérieuse de la relation prédateur-proie) ni quant à la forme (480 pages).

## The river people

Philip Wayre

Collins and Harvill Press, 189 p., 35 photos, noir et blanc et 6 en couleurs, £3.95.

Ne vous fiez pas au titre. Il ne s'agit pas d'une étude anthropologique de quelque tribu humaine aimant l'eau, mais d'une histoire sur les loutres. Les deux premiers tiers du livre sont une description de plusieurs loutres que l'auteur a connues et aimées. La dernière partie raconte une expédition en Malaisie à la recherche de l'espèce à museau velu, à pelage lisse et à griffes courtes. Il est dommage que le texte n'atteigne jamais les sommets de tendresse, d'humour ou le simple attrait des merveilleuses photos qui l'accompagnent.

## Badgers

Ernest Neal

Blandford Press, 321 p., 38 photos en couleurs et 25 en noir et blanc, 44 autres illustrations, £7.25.

C'est une étude globale du blaireau européen *Meles meles*. M. Neal ne se contente pas de décrire complètement l'éthologie, l'écologie et la physiologie de ce membre de la famille des mustélidés, mais il suggère également des méthodes et des équipements auxquels les amateurs de blaireau peuvent avoir recours pour repérer et observer l'objet de leur affection. Le dernier chapitre est une brève discussion de toutes les espèces de blaireau qu'on trouve dans le monde. Le texte est excellent et il est assorti de graphiques, dessins et photos de qualité.

## Guide to medicinal plants

Paul Schauenberg and Ferdinand Paris

Lutterworth Press, 349 p. 39 illustrations en couleurs, 46 dessins, £5.95.

## Medicinal plants

Hans Flück

Fulsham, 188 p., 150 illustrations en couleurs, £2.95.

## Mitton's practical modern herbal

F. and V. Mitton

Foulsham, 134 p., plusieurs dessins, £2.95.

## A guide to wild plants: the edible and poisonous species of the Northern Hemisphere

Michael Jordan

Millington, 240 p., 106 photos en couleurs, £5.

Ces quatre ouvrages sont le signe qu'un nombre croissant d'Européens et de Nord-Américains s'intéressent aux plantes sauvages pour leur intérêt dans l'alimentation et la médecine. Les deux premiers livres sont des traductions de travaux suisses, le premier étant plus « sérieux » et traitant de 400 espèces, le second étant une simple introduction à 150 espèces. Le livre de Mitton pêche plutôt pour les herbes. Le livre de Jordan traite de façon agréable et utile les plantes sauvages comestibles et vénéneuses de l'Europe du nord. Les quatre ouvrages se limitent à l'Europe.

## Libro rojo de los lepidopteros Ibéricos

Manuel G. de Viedma et Miguel R. Gomez Bustillo

Instituto Nacional para la Conservación de la Naturaleza, Madrid, 117 p., 81 photos couleurs, livre de poche (prix non indiqué).

C'est le tout premier ouvrage sur les lépidoptères, une belle réalisation d'entomologistes espagnols. Il comporte 50 taxa — illustrés en couleurs — des 3500 espèces qu'on rencontre dans la péninsule ibérique. Chacune est présentée en un texte bref assorti d'un schéma de sa distribution géographique (dans deux ou trois cas, des erreurs d'imprimerie se sont glissées — le texte et la carte manquent).

Il y a quatre chapitres: distribution géographique et époque de vol, habitat et vie, état des populations, mesures de conservation proposées. Pour pouvoir se référer facilement, les couleurs utilisées par l'UICN sont indiquées au coin de chaque page: le rouge pour menacé, l'ambre pour vulnérable, le blanc pour rare, le jaune pour endémique et le bleu pour migrant.

Les données concernant la distribution géographique sont loin d'être complètes et les auteurs ont du mal à recommander de nouveaux travaux pour l'améliorer. On peut néanmoins les féliciter pour être les premiers à publier un *Red Book* sur les lépidoptères.

# Trafic de défenses et de peaux

Le trafic mondial de l'ivoire (qui se fait surtout par braconnage et contrebande) a porté sur 100.000 à peut-être 400.000 éléphants d'Afrique l'an dernier. Cette estimation est celle de Iain Douglas-Hamilton, co-président du groupe de spécialistes des éléphants. Quel est l'effet de la convention sur le commerce des espèces menacées (s'il en est un) sur ce trafic ?

Depuis février dernier, l'éléphant d'Afrique est inscrit à l'annexe II de la convention. Les parties sont maintenant requises de veiller à ce que des permis d'exportation accompagnent toutes les importations d'ivoire africain même celles provenant de pays non parties. Cependant, cet impératif n'a pas encore un an d'âge, et ce n'est pas avant l'an prochain, au moment où les statistiques sur le commerce de 1977 seront publiées, que la situation précise commencera à émerger. Et c'est seulement alors (à condition que les autorités douanières et celles qui délivrent les permis d'exportations en tiennent un compte *détaillé*) que des comparaisons valables pourront être faites.

## L'expérience du Royaume-Uni

Le Royaume-Uni dispose déjà de telles données. Le groupe TRAFFIC de l'UICN les a examinées. Le Royaume-Uni demande des permis d'exportation pour l'ivoire brut (non travaillé) depuis 1976, et allant — plus loin que la convention, demande aussi des permis d'importation.

Au Royaume-Uni, c'est le ministère de l'Environnement qui délivre les permis. D'après les chiffres du ministère pour 1976, 5000 kg d'ivoire brut ont été importés avec un permis (les douaniers ont retourné au ministère un nombre de permis correspondant à ce poids). Toutefois, le *total* des importations se monte, cette fois d'après les chiffres des douaniers, à 27.426 kg.

Cela implique-t-il que plus de 80% des importations britanniques d'ivoire (correspondant à 1700 éléphants) se sont faites sans permis? Probablement pas, car cette même

année, le ministère a délivré des permis (ils sont délivrés sur demande) correspondant à 75.000 kg, soit 70.000 de plus que ce qu'indiquent les chiffres précédents. Il est probable que dans la plupart des cas, les permis ont été montrés mais pas rendus, ou bien rendus, mais pas renvoyés au ministère de l'environnement, comme cela aurait dû être le cas.

Voilà pour les hypothèses. Il reste que les deux chiffres devraient être à peu près les mêmes, et qu'ils ne le sont pas — tant s'en faut.

Les exportations britanniques d'ivoire pour 1976 dépassent les importations (les défenses font-elles des petits?). Mais alors que les permis renvoyés aux douanes indiquent que 32.491 kg ont quitté le pays, ceux renvoyés au ministère ne font état que de 17.000 kg. Là encore, il y a une grande différence.

## De plus en plus curieux

Passons des éléphants aux félins. Les variations des chiffres de 1976 pour l'importation de peaux (à l'exclusion des manteaux, etc...) sont encore plus surprenantes. Les chiffres du ministère de l'environnement indiquent que 19.592 peaux ont été importées sous licences. Pourtant, 5 fois plus de permis d'importation ont été délivrés, et 25 fois plus de peaux sont entrées dans le pays, d'après les chiffres des douanes. Le fait que cette année là tous les félins n'étaient pas couverts par la convention explique cette différence en partie, mais pas en totalité.

Si le ministère a enregistré scrupuleusement et dans le détail le commerce de toutes les espèces couvertes par la loi sur les espèces menacées, cela n'a pas été le cas des douaniers qui ont fait preuve d'un certain laxisme. Il faut dire qu'il était presque certain que des problèmes se poseraient. Il ne fait pas de doute qu'on les résoudra. Quoi qu'il en soit, les autres parties à la convention peuvent-elles prétendre, en s'appuyant sur leurs données, avoir fait mieux?

## Du mordant pour la convention sur le commerce... (suite)

Les parties ont décidé que le secrétariat devrait préparer une liste complète de directives couvrant toutes les formes de transport et s'appliquant à tous les animaux. Le groupe TRAFFIC du service de sauvegarde de l'UICN l'aidera dans cette tâche.

## Le devoir des nations importatrices

La Suède a fait une importante proposition le dernier jour de la réunion. La convention stipule que tout commerce des espèces et produits dérivés figurant à l'annexe II doit être assorti d'un permis d'exportation. Ces permis ne sont délivrés que lorsque l'autorité scientifique de la partie exportatrice atteste que l'exportation ne compromettra pas la survie de l'espèce. De plus, si la cargaison provient d'un pays non partie à la convention, la nation importatrice doit demander des documents assez semblables à ceux requis d'une partie.

Mais ces règles sont-elles appliquées? Les pays importateurs ont «le devoir de réglementer leur commerce jusqu'au moment où les réglementations d'exportations seront en vigueur dans tous les pays dans lesquels on trouve l'espèce en question». Pour ce faire, il y a un moyen évident:

L'établissement de quotas, soit unilatéralement, soit en coopération avec d'autres pays.

Si la proposition de la Suède est arrivée trop tard pour pouvoir être rédigée avec précision et être adoptée, elle n'en a pas moins reçu un large soutien. Parmi les parties qui lui ont fait un accueil favorable, il y avait des «producteurs» importants: Le Népal, le Ghana, l'Afrique du Sud et l'URSS. Les observateurs du PNUE et de l'UICN, se sont montrés tout à fait favorables à cette mesure, qui ne peut que renforcer grandement la convention. La Suède préparera un document de travail qui sera discuté à la prochaine Conférence des parties.

## Soutien financier au Secrétariat

L'on a abordé enfin une question qui ne figurait pas à l'ordre du jour, mais qui a fait l'objet d'une vive discussion. Les 20 parties présentes ont exprimé leur préoccupation de ce que la résolution adoptée à Berne en novembre 1976, qui demandait une augmentation substantielle du financement du secrétariat de la convention (correspondant au volume accru de travail), n'a pas été appliquée. Les parties ont préparé à ce propos une lettre à l'intention du Directeur exécutif du PNUE.

# Hong Kong rentre dans le rang

En novembre dernier, après la conférence de Berne, Hong Kong, invoquant la règle des 90 jours, émettait une réserve sur l'éléphant d'Afrique. A Genève, le mois dernier, le Royaume-Uni annonçait que Hong Kong s'apprêtait à retirer sa réserve.

La situation actuelle est que Hong Kong n'exerce aucun contrôle sur l'importation de l'ivoire. Les chiffres du commerce de l'ivoire de 1976 entre Hong Kong et le Kenya donnent une idée de ce que représente ces importations. Officiellement, le Kenya exporte vers Hong Kong une quantité d'ivoire allant de 50t (chiffre du ministère du Tourisme et de la Faune) et 68t (chiffre des douanes). Hong Kong *enregistre* une importation en provenance du Kenya de 235 t.

## Manuel d'identification à l'usage des douaniers — Chapitre I??

Si l'espèce que vous examinez  
Est énorme et bien barrquée  
Si ses pattes ressemblent à des troncs  
Et si son nez est bien trop long  
Si elle a des oreilles en éventail  
Ainsi que deux défenses de taille  
Si elle barrit après avoir reçu  
Une claque sur sa peau épaisse et poilue  
*C'est un éléphant!*

## La «culture d'arbres» peut contribuer à sauver les dernières forêts du monde

Par culture d'arbres, on entend la plantation et la culture d'arbres comme s'il s'agissait d'une autre plante cultivable, par exemple les céréales. Les arbres pourraient être «récoltés» régulièrement tous les trois ou quatre ans et utilisés comme combustible ou comme fourrage. Des scientifiques, notamment des Américains, ont étudié la question et sont convaincus des grandes possibilités qui sont offertes.

L'Agence américaine pour le développement international (AID) effectue des études aux Philippines, en Indonésie et au Népal pour aider à développer la culture des arbres pour les petits fermiers. Outre qu'elle produit un combustible, la culture des arbres crée des emplois en milieu rural, fournit une énergie de base aux industries rurales et fournit la matière première à l'industrie du papier et aux autres industries utilisant le bois.

Des responsables de AID ont rencontré des experts de l'Académie nationale des sciences, de la Banque mondiale, des universités, ainsi que des industriels. L'Agence est également en contact avec des organismes de conservation de la nature et de développement dans les pays concernés. Elle espère mettre au point au cours des prochains mois une stratégie de culture des arbres agréée par tous.

Publication mensuelle de l'Union internationale pour la conservation de la nature et de ses ressources bénéficiant de l'appui financier de l'Unesco et du WWF. Subvention de l'UNESCO 1977/78 DG/2.1/414/45.

N.B. Les opinions exprimées dans le Bulletin sont celles de la rédaction. Elles ne doivent pas être considérées comme le point de vue officiel de l'UICN.

Tous les textes peuvent être reproduits sous réserve de mention spéciale. La rédaction serait reconnaissante de recevoir les textes reproduits en deux exemplaires.

Les personnes désireuses de faire paraître des articles dans le Bulletin sont priées d'écrire à la rédaction.